

BRÈVES ÉCONOMIQUES de Doha

LE CHIFFRE A RETENIR

- **27 %**

La baisse des recettes publiques du Qatar entre
le T4 2025 et le T1 2026

Une publication du SE de Doha
18 juin 2026

L'Edito :

L'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, qui a été signé à distance par le Président Trump à Versailles et par le Président Pezeshkian à Téhéran ce mercredi 17 juin, apparaît comme un soulagement pour le Qatar, après plus de trois mois de guerre qui ont fortement ébranlé son modèle économique et plus largement son image. Les autorités qatariennes, qui ont salué « l'avancée diplomatique majeure » que constitue le protocole d'accord, doivent désormais imaginer l'après-guerre et revoir leur stratégie de diversification économique.

L'accord de paix entre les Etats-Unis et l'Iran sonne comme un grand soulagement pour les autorités qatariennes, après trois mois de pressions fortes sur l'économie du pays. En effet, outre l'arrêt quasi-total de ses exportations d'hydrocarbures pendant toute la période, les dégâts sur ses infrastructures énergétiques ont amputé de 17 % sa capacité de production pendant les 3 à 5 ans nécessaires à leur réparation. La perte de la rente gazière implique des conséquences macroéconomiques conjoncturelles significatives. Selon la dernière révision du FMI en avril, le PIB devrait se contracter d'au moins 8,6 % en 2026, soit une révision de 14,7 points de pourcentage par rapport aux prévisions initiales. Le Qatar pourrait ainsi subir la plus forte récession des pays du Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe. En outre, et même si elle demeure pour l'instant contenue artificiellement grâce au contrôle des prix exercé par le ministère du Commerce et de l'Industrie, l'inflation devrait augmenter, notamment en raison de la hausse des coûts d'approvisionnement (le fret aérien ayant temporairement pris le relais du transport maritime) et du renchérissement de l'énergie. Enfin, la situation pèse également sur les finances publiques. Les recettes ont baissé de 27 % au T1 2026 en glissement trimestriel, tandis que les dépenses ont reflué de 15,6 %, portant le déficit à 2,8 Mds USD. Ce dernier s'élèverait à 9 % du PIB en 2026 selon Jefferies.

Malgré l'accueil favorable de la part des autorités qatariennes, de nombreux doutes subsistent à court terme. En effet, bien que QatarEnergy (QE) prévoie de relancer sa production rapidement (50 % de sa capacité pré-guerre d'ici un mois et environ 80 % d'ici deux mois), l'imposition éventuelle d'un droit de passage par l'Iran et l'engorgement du détroit lors des premières semaines pourraient entraver la relance des exportations.

A plus long terme, l'incertitude autour de la pérennité d'une réouverture du détroit d'Ormuz pourrait contraindre les autorités qatariennes à évaluer des alternatives à celui-ci : construction de nouveaux gazoducs, élargissement de ceux existants, développement du fret ferroviaire vers la mer Rouge, renforcement de l'usage local du gaz naturel, etc. Les options sont nombreuses mais présentent aussi des inconvénients majeurs, d'ordres technique, financier et/ou politique. Par ailleurs, l'appréciation faite du Qatar par ses clients d'un fournisseur fiable de GNL et de sous-produits (hélium notamment) apparaît durablement écornée.

Enfin, la stratégie de diversification de l'économie du pays qui reposait notamment sur son image de pays stable et prospère, et sur sa capacité d'accueil d'événements internationaux (sportifs, économiques, culturels) est affaiblie. Le Qatar dispose néanmoins de marges de manœuvre lui permettant de rebondir très rapidement. Son fonds souverain, la Qatar Investment Authority, pourrait accroître la part de ses investissements domestiques pour stimuler le développement de la base industrielle locale, tandis que la stratégie internationale amorcée par QE générera dès cette année des revenus issus du projet Golden Pass aux Etats-Unis. Par ailleurs, Qatar Airways, qui a dégagé un bénéfice record en 2025 (1,7 Md USD), devrait être en mesure d'absorber le choc via une politique commerciale agressive, mais pourrait néanmoins revoir à la baisse sa stratégie de croissance qui prévoyait de desservir 255 destinations d'ici 2030, contre 170 aujourd'hui.

Actualités

QatarEnergy (QE) prévoit de rétablir rapidement sa production de gaz naturel liquéfié (GNL) une fois la navigation sécurisée dans le détroit d'Ormuz. L'entreprise anticipe un retour à environ 50 % de sa capacité pré-guerre un mois après la réouverture du détroit, puis à 80 % deux mois à compter de la réouverture. Dans le même temps, plusieurs méthaniers font route en direction du Qatar, selon Bloomberg, démontrant ainsi la volonté du Qatar de reprendre ses exportations au plus vite. ([Bloomberg](#)) ([Bloomberg](#))

La Qatar Development Bank (QDB) et l'agence italienne de crédit export (SACE) ont signé un accord de réassurance destiné à soutenir des projets d'exportation conjoints entre entreprises qatariennes et italiennes sur des marchés tiers. Le dispositif vise à faciliter la réalisation de contrats internationaux de plus grande envergure grâce à un partage structuré du risque. Il prévoit une coordination dans la couverture des opérations, chaque institution soutenant ses exportateurs nationaux. L'accord intègre également une structure conforme à la finance islamique pour la participation de la QDB, une première pour SACE. ([QDB](#))

La Banque centrale du Qatar (QCB) a émis des obligations souveraines (Sukuk Ijara) pour un montant total de 6,5 Mds QAR (environ 1,8 Md USD). L'opération a été répartie en deux tranches égales, avec des maturités en 2028 et 2030, toutes deux assorties d'un rendement de 4,45 %. Les souscriptions ont atteint environ 14,5 Mds QAR, traduisant une forte demande des investisseurs. Cette émission confirme l'intérêt soutenu du marché pour la dette souveraine qatarienne. ([QNA](#))

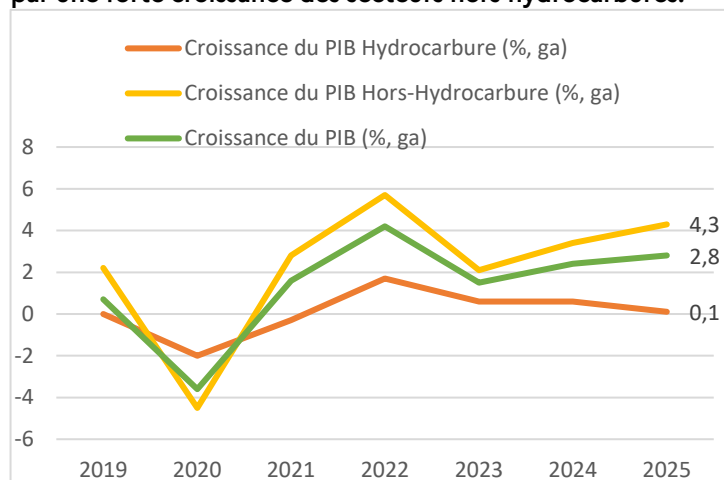
Invest Qatar et la banque Qatar National Bank (QNB) ont organisé à Pékin un dialogue de haut niveau avec des investisseurs dans le cadre de l'initiative « Qatar-China Synergy Series ». Les discussions ont porté sur les perspectives de coopération industrielle et financière. Dans le même temps, **la Qatar Free Zones Authority (QFZ) s'est également rendue en Chine pour y rencontrer notamment l'entreprise de logistique singapourienne Global Logistic Properties (GLP), très présente en Chine, et sa filiale de capital investissement Hidden Hill Capital.** Les échanges ont porté sur des coopérations potentielles dans la logistique, les infrastructures numériques et les énergies renouvelables, ainsi que sur des perspectives de développement industriel durable. ([QNA](#)) ([QNA](#))

La France, par l'intermédiaire de son ambassadeur, M. Arnaud Pescheux, a remis l'ordre national de la légion d'honneur à Mme. Reem Al-Mansouri, sous-secrétaire adjointe à l'industrie numérique au ministère des Télécommunications et des technologies de l'information (MCIT). La cérémonie s'est tenue au MCIT, en présence du ministre, M. Mohammed bin Ali Al Mannai. ([QNA](#))

Indicateurs macro

Croissance du PIB

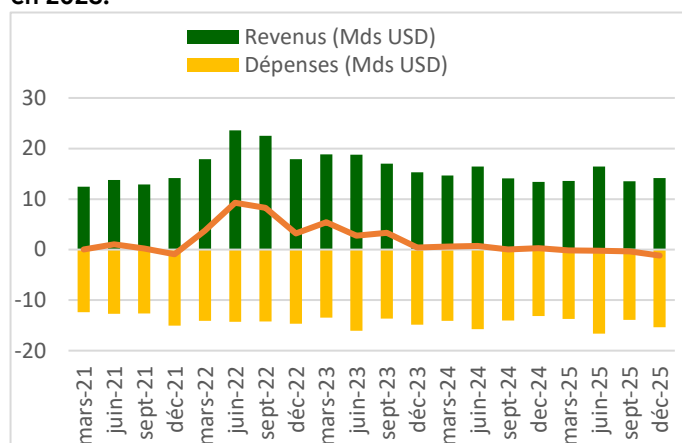
En 2025, la croissance du PIB du Qatar était de **2,8 %**, portée par une forte croissance des secteurs hors hydrocarbures.



Sources : FMI, SE de Doha

Solde budgétaire

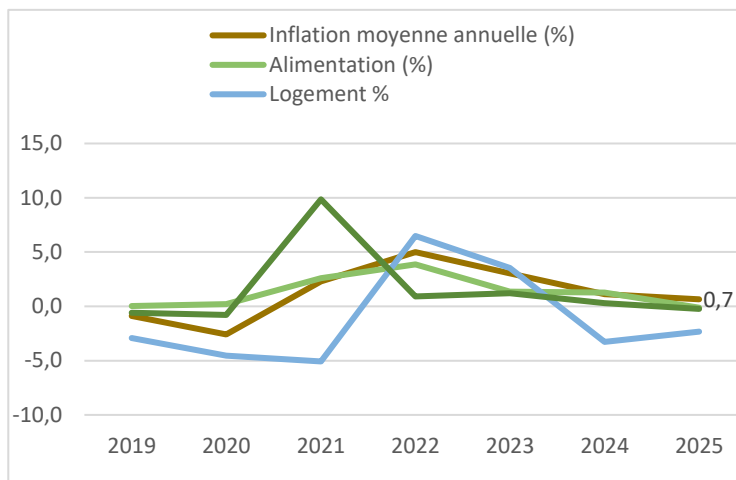
Le solde budgétaire était déficitaire à hauteur de **1,9 Md USD** en 2025.



Sources : Ministère des Finances du Qatar, SE de Doha

Inflation

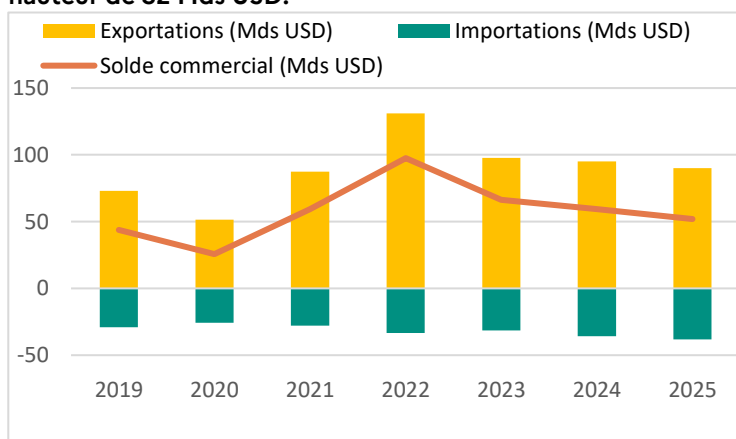
L'inflation moyenne annuelle était de **0,7 %** en 2025.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

Solde commercial

En 2025, la balance commerciale du Qatar était excédentaire à hauteur de **52 Mds USD**.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Doha

Rédacteur : Barthélemy GADRET Pour se désabonner : barthelemy.gadret@dgtresor.gouv.fr

Pour plus d'actus sur l'activité du SE de Doha : [QATAR | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](http://QATAR | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr))

La revue de presse de Doha, réalisée à partir d'informations recueillies en sources ouvertes, est à but strictement informatif. Le Service Economique de Doha décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.